



Anabases

Traditions et réceptions de l'Antiquité

2 | 2005

Varia

Nabila OULEBSIR, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)*

Ève Gran-Aymerich



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anabases/1548>

DOI : [10.4000/anabases.1548](https://doi.org/10.4000/anabases.1548)

ISSN : 2256-9421

Éditeur

E.R.A.S.M.E.

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2005

Pagination : 249-251

ISSN : 1774-4296

Référence électronique

Ève Gran-Aymerich, « Nabila OULEBSIR, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)* », *Anabases* [En ligne], 2 | 2005, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anabases/1548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anabases.1548>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Anabases

Nabila OULEBSIR, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)*

Ève Gran-Aymerich

RÉFÉRENCE

Nabila OULEBSIR, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2004, 411 p.
45 euros, ISBN 2-7351-1006-0

- 1 Cet ouvrage, publié avec le concours du Centre culturel français d'Alger, de l'Ambassade de France en Algérie et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a été élaboré au sein du Centre de recherches historiques (CNRS) et de l'École des hautes études en sciences sociales, dans le cadre d'un doctorat d'histoire. Son originalité s'affiche dès le titre, qui allie d'emblée la notion de patrimoine (monuments et musées) et la question de ses « usages » dans le contexte colonial de l'Algérie : histoire, histoire de l'art, archéologie et architecture sont associées dans cette étude de la mise en œuvre d'une « politique » patrimoniale, qui, entre le début de la conquête et la célébration de son centenaire, se définit au prix de nombreuses hésitations et mutations. Or, c'est précisément à la même époque que se jouent en France la reconnaissance, la protection et l'étude du patrimoine architectural et archéologique et que se mettent en place des institutions chargées de ces tâches et de l'essor de sciences nouvelles. Sur les deux rives de la Méditerranée, les questions se font écho et les initiatives prises en France se répercutent en Algérie : dans les deux pays, le patrimoine monumental constitue un enjeu majeur dans la définition de l'identité nationale, mais la situation coloniale suscite la question fondamentale que Nabila Oulebsir énonce en ces termes :

« Comment a été entendue et doit être comprise la notion même de patrimoine dans les conditions particulières du travail d'exploration du passé de l'Algérie, conduit au XIX^e et au début du XX^e siècle par des archéologues, des architectes, des intellectuels français ? » (p. 8). La « nouvelle nation imaginée », la « nation fabriquée », qui se forme en Algérie entre 1830 et 1930, « s'invente en créant et transformant des espaces et des lieux, et en fixant des référents patrimoniaux », fournis par les monuments et les sites (p. 11). L'association intime de l'histoire coloniale, de l'histoire de l'archéologie et de l'architecture et le recours à la critique de nombreux documents iconographiques conçus comme éléments de l'analyse doivent concourir à « penser le passé français de l'Algérie » autant que « le passé colonial de la France », et à nourrir une « histoire croisée qui s'amorce aujourd'hui de part et d'autre de la Méditerranée » (p. 316). La démarche de Nabila Oulebsir lui est inspirée par sa double formation d'architecte et d'historienne, comme par sa double appartenance à la France et à l'Algérie ; comme elle le souligne et comme en témoigne la conclusion de son livre, c'est « à partir des interrogations du présent » que la « réappropriation du passé » (p. 21) par les deux pays a quelques chances de s'accomplir. Dans l'ensemble de l'ouvrage, qui s'articule en deux parties définies par la césure de 1880, les deux composantes du patrimoine, archéologique et architecturale, sont soumises à une analyse parallèle et complémentaire fondée sur les documents d'archives, aussi bien textuels qu'iconographiques. Soulignons la richesse et la diversité des sources révélées ou revalorisées, ainsi que l'utilisation de l'iconographie parfaitement intégrée au discours historique qu'elle nourrit : à ce point de vue, l'analyse des différentes représentations de la place du Gouvernement d'Alger entre 1832 et 1904, donnée dans l'introduction, est très révélatrice de la méthode suivie et « donne à voir de manière significative, sur la longue durée, l'action de transformation portée simultanément sur la société et sur le cadre bâti » (p. 10). Les mêmes remarques s'appliquent aux documents choisis pour rendre compte des missions du peintre Adrien Dauzats et de l'architecte Amable Ravoisié accomplies entre 1839 et 1842. La combinaison de l'histoire de l'archéologie et de celle de l'architecture et de l'urbanisme, pour intéressante qu'elle soit, ne va cependant pas sans difficultés inhérentes à la nature même de l'archéologie et à son évolution en tant que science constituée et élaborée au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les deux aspects du patrimoine monumental, les sites archéologiques et les collections d'une part, les édifices et les dispositions urbaines d'autre part, ne sont pas de même nature et ne remplissent pas les mêmes fonctions : le patrimoine architectural et le patrimoine archéologique ne reflètent pas de la même façon la « politique coloniale ». En effet, l'architecture traduit beaucoup plus clairement les « politiques » conduites par les différents gouvernements et se prête assez aisément à leur interprétation. Il en va tout autrement pour l'archéologie, car, si elle bénéficie en Algérie des conditions de la conquête et si l'antiquité romaine constitue indiscutablement un « référent patrimonial » et un modèle de colonisation, la réalité de cette science en formation évolue considérablement entre 1830 et 1930. De ce point de vue, la date charnière de 1880 correspond non seulement au moment où la Tunisie s'ouvre aux archéologues français, mais aussi au début d'une phase de création intensive d'institutions en France et au Maghreb. Par ailleurs, pour être dominante, la référence de Rome, n'en est cependant pas unique et l'on voit au cours de cette période se développer d'autres disciplines que l'archéologie classique : l'archéologie musulmane et la préhistoire en Algérie et l'archéologie punique en Tunisie. De plus, l'archéologie, telle qu'elle s'exerce dans l'ensemble du Maghreb soumis à l'autorité française, s'inscrit dans un contexte

européen et échappe au cadre strictement colonial. Toutes ces raisons rendent difficile l'évaluation des « usages » du patrimoine archéologique sur tout un siècle, les exigences d'une science en cours d'élaboration outrepassant largement les perspectives de son utilisation par le pouvoir politique. L'histoire de l'archéologie exige une recherche approfondie conduite à partir des archives pour l'ensemble de l'Afrique du Nord et jusqu'en 1962 : une attention toute particulière doit être accordée au rôle joué par les différentes institutions et aux relations qu'elles entretiennent entre elles (par exemple l'Académie des inscriptions et belles-lettres et le ministère de la Guerre à partir de 1830, les sociétés savantes métropolitaines et locales, la Commission des études du Nord de l'Afrique, l'École française de Rome et les institutions implantées au Maghreb, dont l'École supérieure des lettres d'Alger, le Service des monuments historiques et le Service des antiquités), sans omettre de rétablir le contexte européen dans ce domaine où la France est confrontée à l'Allemagne et à l'Italie. Dans la perspective interdisciplinaire illustrée par N. Oulebsir, il faudrait poursuivre et approfondir la restitution de la réalité culturelle de l'Afrique du Nord avant les indépendances, en menant des enquêtes systématiques dans les différents domaines ; c'est cette voie, élargie au contexte européen, que le Centre d'histoire sociale de l'Islam méditerranéen (EHESS) explore au cours d'un séminaire consacré aux « relations scientifiques franco-allemandes à l'épreuve du terrain nord-africain et moyen-oriental ». L'ouvrage de N. Oulebsir fournit un nouvel exemple de la contribution de l'histoire culturelle à la connaissance et à la compréhension d'un passé qui doit servir à la construction du présent et de l'avenir.

AUTEURS

ÈVE GRAN-AYMERICH

Académie des inscriptions et belles-lettres

aymerich@ens.fr